



Paris, le 13 mars 2024

COMMUNIQUE DE PRESSE

Révision de la directive IED : le Parlement européen n'est pas au rendez-vous de l'élevage

Le 12 mars, alors que les agriculteurs manifestaient à Strasbourg, le Parlement européen a approuvé l'accord trouvé en trilogue sur la révision de la directive IED, en contradiction avec sa position de juillet 2023.

Nos organisations se sont pourtant fortement mobilisées tout au long du processus d'examen, en portant le statu quo pour l'élevage et sa différenciation de l'industrie. Nous avons fait bouger les lignes et nul doute que nos actions syndicales ont été entendues par les eurodéputés, qui sont nombreux à avoir soutenu les amendements pour revenir au statu quo sur le secteur de l'élevage sur le texte soumis au vote.

Malgré des résultats serrés, le Parlement européen a voté contre la procédure d'examen des amendements et a donc décidé d'imposer à nos exploitations d'élevage familiales de porcs et de volailles de lourdes contraintes, ce que nous dénonçons. Avec les nouveaux seuils, rappelons que jusqu'à 80% des élevages de porcs et de volailles seraient concernés par des investissements complètement disproportionnés au regard des bénéfices très réduits en termes d'émissions. Il ajoute aux difficultés des filières qui ont déjà du mal à renouveler les générations d'exploitants, une pression stigmatisante qui ne va pas arranger la situation.

Il nous faut maintenant continuer le combat. Nous ne baissons pas les bras ! Notre mobilisation a déjà contraint la Commission européenne à prendre la mesure de la situation, comme en témoigne l'engagement du Commissaire Virginijus Sinkevičius devant les eurodéputés à aller vers une scission de la directive en deux textes relatifs à l'agriculture et à l'industrie lors de la révision prévue en 2026. Nos organisations veilleront à ce que la clause de révision prévue pour 2026 conduise à une révision du texte adopté, pour revenir à un statu quo.

Dans l'immédiat nous appelons le Gouvernement français, et le ministre de l'Écologie, à voter contre l'adoption de ce texte lors du prochain Conseil Environnement. Même sans majorité de rejet, ce sera un signal fort pour les éleveurs !

Contacts Presse :

Antoine Giacomazzo – antoine.giacomazzo@reseauinsea.fr // 07 78 11 69 86

Rémi Rossi – rossi@jeunes-agriculteurs.fr // 07 86 22 90 67